



Rapport

**Visite de l'honorable Noël A. Kinsella,
président du Sénat,
et d'une délégation parlementaire,
aux Nations Unies, à New York,**

du 13 au 15 novembre 2013

L'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et une délégation parlementaire ont effectué une visite à New York du 13 au 15 novembre.

La délégation à l'honneur de présenter son

Rapport

La délégation officielle, dirigée par le président Noël A. Kinsella, était composée des membres suivants:

L'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat;

Madame Ann Kinsella;

L'honorable Dennis Dawson, sénateur;

L'honorable Salma Ataullahjan, sénatrice;

Madame Janelle Feldstein, chef de cabinet du président du Sénat; et

M. Gérald Lafrenière, secrétaire de la délégation et greffier principal adjoint, Échanges parlementaires.

Contexte – Nations Unies

À l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2000, 189 pays ont convenu d'un effort mondial pour s'attaquer à l'extrême pauvreté, à la faim, à l'analphabétisme et à d'autres injustices d'ici 2015. Ce pacte s'est soldé par l'adoption de huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui constituent un plan directeur en matière de développement international sur lequel se sont entendus, sans exception, les États membres des Nations Unies et les principales institutions de développement de par le monde. Les OMD sont ambitieux et non contraignants et témoignent d'un consensus international au sujet des priorités de développement à l'échelle mondiale. À la Réunion plénière de haut niveau des Nations Unies tenue en septembre 2010, les dirigeants mondiaux, dont le premier ministre Harper, ont réaffirmé leur détermination à atteindre les OMD d'ici 2015.

À l'assemblée générale des Nations Unies de septembre 2013, les États membres ont convenu d'accélérer les mesures liées aux OMD jusqu'en 2015 et ont établi un processus visant à mettre au point un nouveau programme-cadre qui prendra le relais après cette date : le programme de développement pour l'après-2015.

Une des mesures adoptées à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue en juin 2012 à Rio de Janeiro, était la création d'un groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Ce groupe de travail était chargé d'élaborer des propositions concrètes visant un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable, qui seraient examinées dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Depuis sa création, le groupe de travail ouvert a pris connaissance des avis de spécialistes mondiaux sur des enjeux clés et continuera de tenir des réunions techniques semblables jusqu'en février 2014. Par la suite, il amorcera les négociations sur le texte de son rapport, dont la version définitive devrait

être prête d'ici septembre 2014. Il s'agit d'un élément clé qui sera soumis aux États membres en prévision des négociations intergouvernementales officielles sur le programme de développement pour l'après-2015.

Organisées par les Nations Unies et l'Union interparlementaire (UIP), les audiences parlementaires tenues les 14 et 15 novembre 2013 permettaient aux parlementaires de contribuer au débat onusien touchant le programme de développement après 2015, année où prendront fin les engagements actuels en matière de développement.

Le but de ces audiences était de permettre la prise en considération des vues des parlementaires dans le cadre du processus établi par les Nations Unies et dirigé par le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable.

Objectifs de la visite

Les objectifs étaient les suivants :

- resserrer les liens entre le Canada et les Nations Unies;
- assister aux audiences parlementaires visant à assurer la contribution de parlementaires aux objectifs de développement durable;
- resserrer les relations bilatérales avec les pays assistant aux audiences parlementaires;
- communiquer les préoccupations du Canada quant à sa participation continue à l'UIP aux autres membres de cet organisme;
- améliorer les relations bilatérales avec certains pays dont les représentants permanents au Canada se trouvent à New York, notamment mettre en valeur les intérêts du Canada à l'endroit de ces pays et promouvoir les échanges en matière d'éducation;
- encourager un dialogue parlementaire soutenu en encourageant encore plus les échanges parlementaires;
- discuter des politiques étrangères sur des questions d'intérêt mutuel et international.

Déjeuner de travail

À l'invitation de Guillermo E. Rishchynski, ambassadeur et représentant permanent de la mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, la délégation a tenu un déjeuner de travail avec les personnes suivantes :

- S.E. M. Ali'ioaiga Feturi Elisaia, ambassadeur et représentant permanent du Samoa auprès des Nations Unies;
- S.E. M. Narcís Casal de Fonsdeviela, ambassadeur et représentant permanent d'Andorre auprès des Nations Unies;
- S.E. M. Damiano Beleffi, ambassadeur au Canada et représentant permanent adjoint de Saint-Marin auprès des Nations Unies;
- S.E. M. Daniele Bodini, ambassadeur et représentant permanent de Saint-Marin auprès des Nations Unies;
- S.E. M. Anatolio Ndong Mba, ambassadeur et représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès des Nations Unies;

- S.E. M. João Soares Da Gama, ambassadeur et représentant permanent de Guinée-Bissau auprès des Nations Unies;
- M. Jeffrey Salim Waheed, ministre, représentant permanent adjoint de la République des Maldives auprès des Nations Unies et commissaire adjoint auprès du Canada;
- S.E. M^{me} Kunzang Choden Namgyel, chargée d'affaires a.i., ambassadrice et représentante permanente adjointe du Bhoutan auprès des Nations Unies;
- M. Jiddou Jiddou, chargé d'affaires a.i., premier conseiller de Mauritanie auprès des Nations Unies.

Les membres de la délégation ont eu l'occasion de faire part de leurs réflexions aux personnes présentes, dans le but de promouvoir les intérêts du Canada ainsi que les valeurs canadiennes à l'égard de certaines questions à l'étude aux Nations Unies. Les valeurs clés qui tiennent à coeur au Canada sont entre autres la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Il a été question des enjeux importants suivants : une résolution concernant la situation des droits de la personne en Iran; la Journée internationale des filles et les droits de la femme dans le monde, y compris le mariage d'enfants; la promotion des libertés de religion; et les efforts en vue d'imposer des mesures et des sanctions au régime de Corée du Nord. La crise en Syrie a été un autre sujet de discussion important.

Dans son allocution, le président a souligné l'importance des Nations Unies en tant que forum où tous les pays du monde peuvent se réunir pour discuter de questions importantes. Il a ajouté que même si les pays ne partagent pas tous les mêmes intérêts et valeurs, seule la communication peut amener les pays à mieux se comprendre et à se faire confiance, favoriser la coopération et établir un climat de bonne volonté. Tout en reconnaissant le rôle important que joue le Cabinet à cet égard, le président a insisté sur l'importance de la diplomatie parlementaire, qui donne l'occasion de discuter de certains sujets dans un cadre moins formel, ce qui peut apporter de nouvelles idées.

Le président a également parlé de l'importance des échanges postsecondaires pour les étudiants et les universitaires. En plus de permettre aux participants de mieux comprendre d'autres régions du monde, ces échanges sont utiles pour toutes les économies, puisqu'ils favorisent le partage des connaissances. Le président a encouragé les représentants d'autres pays à communiquer avec les autorités canadiennes et à mettre de l'avant des initiatives novatrices afin d'accroître les possibilités d'échanges pour étudiants et universitaires entre le Canada et leur pays.

Le président a également encouragé les invités à rappeler à leur parlement l'existence du Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires, ajoutant que le Parlement du Canada serait heureux d'accueillir des hauts fonctionnaires de leur pays dans un avenir rapproché.

Les participants ont félicité le président de cette belle initiative, et tous ont convenu que les discussions avaient été très productives.

Réunions – Nations Unies

La délégation parlementaire a assisté et participé aux séances parlementaires tenues pendant deux journées dans la salle du Conseil économique et social, située dans l'immeuble principal des Nations Unies. La réunion comportait quatre grandes séances :

- Un nouveau modèle économique pour le développement durable : sur la voie du bien-être;
- L'égalité hommes-femmes, pilier du développement – formulation d'un nouvel objectif;
- La « gouvernance démocratique » pour le développement durable : quelle place dans les nouveaux objectifs; et
- Les parlements et le programme de l'après-2015 : se préparer à agir.

Comme on l'a déjà mentionné, ces délibérations ont permis aux parlementaires de contribuer au débat onusien touchant le programme de développement après 2015, année où prendront fin les engagements actuels en matière de développement.

Autres réunions

Pendant son séjour à New York, la délégation a eu l'occasion de participer à trois réunions parlementaires bilatérales ainsi qu'à une réunion avec des représentants de l'Ordre souverain militaire de Malte.

Pendant la réunion avec M. Robert del Picchia, sénateur de la France et président du Groupe des Douze Plus de l'UIP, la délégation a discuté du retrait possible du Parlement du Canada de l'UIP. Au sein du Parlement du Canada, les discussions ont porté sur la demande présentée par le Canada en vue d'une réduction des quotes-parts totales versées à l'UIP, et ce dans le but d'en arriver à des cotisations moins élevées et viables non seulement pour le Canada, mais pour tous les parlements membres.

Le sénateur del Picchia, qui était accompagné de la sénatrice Michèle André, a indiqué que le Groupe des Douze Plus appuie le désir du Canada en vue d'une réduction significative du budget de l'UIP. Il a ajouté que les parlementaires français étaient du même avis.

Les délégations du Canada et de la France ont convenu qu'il était possible d'apporter des changements positifs à l'UIP. Les personnes présentes ont mentionné l'élection prochaine d'un nouveau secrétaire parlementaire. Par ailleurs, compte tenu des pressions exercées par le Groupe des Douze Plus et d'autres pays aux vues semblables, l'UIP n'aura d'autre choix que de revoir ses programmes. Tous s'entendaient pour dire que le temps est venu pour l'UIP de se concentrer sur ses principaux objectifs et de cesser de vouloir en faire trop. L'organisme doit mettre l'accent sur ses travaux parlementaires et abandonner les autres projets qui n'ont pas pour but de renforcer la démocratie. De façon générale, tous ont convenu que le Secrétariat de l'UIP recevait une trop grande part des fonds, laissant moins d'argent aux parlementaires pour mener leurs activités.

Selon le sénateur del Picchia, il serait dommage que le Canada se retire de l'UIP maintenant. Il est convaincu que l'organisation a besoin du Canada et a louangé le travail des parlementaires canadiens. Il a insisté sur le fait que 2014 sera une année importante de transformation pour l'IU, et il espère que le Canada sera là pour ce tournant.

La délégation a également rencontré la sénatrice Gabriela Cuevas Barron, chef de la délégation mexicaine et présidente du Comité sénatorial des affaires étrangères. Le président Kinsella a mentionné la possibilité pour les deux pays de travailler à un traité sur l'éducation et la culture. Le but serait d'éliminer les obstacles et de réduire les coûts, qui font en sorte qu'il est plus difficile pour les étudiants et les universitaires de faire des études dans l'autre pays. Le président a indiqué que les comités sénatoriaux pourraient travailler ensemble pour trouver des solutions et les présenter à leur gouvernement.

La sénatrice Cuevas Barron a trouvé la proposition très intéressante, faisant valoir que les étudiants qui n'étudient pas dans une autre région n'ont pas la chance d'être exposés à d'autres points de vue. On a signalé que la compétence en matière d'éducation relève des autorités nationales au Mexique, mais qu'au Canada, elle revient aux provinces.

Tous les participants ont convenu que, puisqu'il a été possible de négocier et de conclure un accord de libre-échange, la prochaine étape logique de la relation entre les deux pays est d'en arriver à une entente en matière d'éducation et de formation professionnelle. L'entente de l'Union européenne, qui a beaucoup facilité les échanges universitaires parmi les pays membres, pourrait servir de modèle.

Il a aussi été question de l'obligation pour les visiteurs mexicains d'obtenir un visa, ce que la sénatrice Cuevas Barron considère comme un obstacle à la mobilité. Tous les participants ont convenu qu'il faudra aborder la question dans le cadre des discussions.

En terminant, la sénatrice Cuevas Barron et le président Kinsella se sont entendus pour promouvoir plus activement la collaboration entre les comités parlementaires.

La délégation a eu l'occasion de rencontrer le sénateur Syed Nayyer Hussain Bokhari, président du sénat du Pakistan, et de discuter avec lui de plusieurs questions de nature parlementaire, notamment la transparence et l'obligation de rendre compte des parlementaires.

Les deux présidents ont ensuite discuté de l'importance des organisations multilatérales, comme l'UIP et l'Association parlementaire du Commonwealth. La pleine participation parlementaire était jugée très importante, et les réunions organisées par l'association multilatérale donnent aux participants une très bonne occasion de partager leur expérience et de tirer des connaissances de l'expérience des autres.

Autre aspect important, mais moins bien connu : ces réunions sont une occasion d'appuyer les parlementaires qui doivent composer avec des régimes gouvernementaux difficiles dans leur propre pays.

Le président Kinsella a mentionné les préoccupations soulevées par le Canada au sujet des cotisations à l'UIP. Le président du Sénat du Pakistan a répondu que la plupart des parlements dans le monde font aussi partie d'associations régionales, par exemple les parlements d'Asie, et que ces associations sont devenues très populaires. Selon lui, les organisations internationales jouent un rôle important, et les parlements ne doivent pas s'en tenir à une perspective régionale. Il espère que le Canada continuera de faire partie de l'UIP.

Les membres de la délégation ont également été chaudement accueillis par Son Excellence l'ambassadeur Robert L. Shafer, observateur permanent à l'ambassade de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte auprès des Nations Unies. Il était accompagné de Son Excellence l'ambassadeur Oscar de Rojas, observateur permanent adjoint.

L'ambassadeur Shafer a présenté à la délégation un court historique de l'Ordre de Malte, qui a été fondé au 11^e siècle. Il a ajouté que, de nos jours, l'Ordre est officiellement reconnu par 104 pays et qu'il jouit du statut d'observateur aux Nations Unies. Il s'agit d'une organisation politique qui se concentre surtout à l'ONU sur les questions humanitaires.

En raison de sa nature non politique, l'organisation a pu établir des hôpitaux dans un grand nombre de régions du globe. Il mentionne l'hôpital de l'Ordre à Haïti et une maternité à Bethléem. L'Ordre est actif dans la plupart des pays et est en mesure d'intervenir efficacement en cas de catastrophe. Il n'accorde aucune importance à la race ou à la religion, son but étant de prendre soin des pauvres et des personnes nécessiteuses.

Le président Kinsella a mentionné la contribution du Canada à l'aide internationale. Il a indiqué qu'il souhaite une augmentation de ces contributions. Il a été question de la possibilité, pour les gouvernements, de fournir des fonds par l'entremise d'organismes hospitaliers comme l'Ordre de Malte, ce qui pourrait s'avérer un moyen efficace pour eux de venir en aide à ceux et celles qui en ont besoin.

Remerciements

Les membres de la délégation canadienne souhaitent exprimer leur gratitude envers l'ensemble du personnel de la mission permanente canadienne aux Nations Unies pour l'excellent travail qu'il a accompli pour assurer le succès de cette visite. Les délégués remercient tout particulièrement l'ambassadeur Guillermo E. Rishchynski, l'ambassadeur Michael Grant et M. Michael Bonser.

Les délégués souhaitent également remercier le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ainsi que la Bibliothèque du Parlement pour la documentation qu'ils ont fournie dans le cadre de la préparation de cette visite.

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat,
L'honorable Noël A. Kinsella

Dépenses de voyage

Visite de l'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et d'une délégation parlementaire, aux Nations Unies, à New York, États-Unis.

DÉPLACEMENTS	5 301,74 \$
HÉBERGEMENT	6 519,81 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	1 556,14 \$
PROTOCOLE	401,60 \$
FRAIS DIVERS	0 \$
TOTAL	13 779,29 \$